

Des enseignants EMPÊCHÉS d'aller manifester



Certains directeurs
auraient abusé de leur position
pour décourager les enseignants
de participer à la manifestation
du 6 novembre

► Les enseignants étaient nombreux à s'être rendus à la manifestation du 6 novembre à Bruxelles. Une bonne partie des écoles s'était donc retrouvée à devoir composer sans ses forces vives pour l'accueil des élèves. Pour pallier ce manque, certains directeurs auraient décidé d'employer la manière forte. Selon la CSC-Enseignement, bon nombre d'entre eux auraient déployé des stratagèmes afin de décourager les enseignants d'aller manifester.

C'est dans une lettre ouverte aux directions d'école que le syndicat a dénoncé le problème. *"Des directions ont fait preuve de mauvaise volonté. Elles ont, par exemple, tardé à mettre à disposition des salles pour que les réunions d'information puissent se tenir. Elles ont aussi joué sur le manque de connaissance de nos affiliés pour les menacer. Les directeurs concernés ont menacé les enseignants pour qu'ils ne participent pas à la manifestation du 6 novembre. Ils ont promis des sanctions ou encore de leur noter des absences injustifiées. Ce qui est parfaitement illégal"*, peste Eugène Ernst, secrétaire général de la CSC-Enseignement et auteur de la lettre. Il a aussi profité de l'occasion pour saluer et remercier *"une large majorité de directeurs pour leur soutien aux professeurs lors de la manifestation"*.

LES ENSEIGNANTS CONCERNÉS ont décidé de rester dans l'ombre, de peur de subir des représailles. Difficile donc de savoir combien d'entre eux ont été réellement touchés par le problème.

Du côté de l'association des directeurs d'école, on tempère ces accusations. *"Il est peut-être vrai qu'il ait pu y avoir des soucis dans l'une ou l'autre école, mais ce n'est pas une situation généralisée. La plupart des directeurs étaient même désireux de pouvoir participer à cette manifestation. Ils n'ont malheureusement pas pu le faire. Ils ont été rattrapés par leurs responsabilités vis-à-vis des enfants"*, rétorque Ghislain Maron, président de l'association. La CGSP n'a quant à elle reçu aucune plainte de ce type à l'issue du rassemblement de la semaine dernière.

R. D.